



Dr. Olivier Buirette

François Hollande et l'après 13 novembre

Depuis le 13 novembre dernier, beaucoup de choses ont changé. En premier lieu, nous avons eu une réaction de la gouvernance de la République française similaire aux propositions de l'après 11 septembre aux Etats-Unis. Etat d'urgence décrété au moins jusqu'au mois de février 2016, réaction très vive des forces de sécurité intérieures et extérieures comme on ne l'avait plus vu depuis longtemps, et enfin une véritable guerre menée désormais contre l'Etat islamique (EI) dans le cadre d'une coalition internationale, du moins d'une coopération désormais resserrée entre Etats-Unis, Russie, Grande-Bretagne et les autres alliés. Le 13 novembre aura sans doute été l'élément déclencheur d'une prise de conscience du véritable problème de sécurité que représente l'EI, dans le Proche-Orient actuel. Depuis le début de l'hiver, les frappes aériennes ne cessent dans cette zone floue qu'occupe Daesh. Les mesures prises par le président français le soir du 13 novem-

bre semblent refléter une lutte contre le terrorisme mondialisée. Cela nous rappelle, il y a une dizaine d'années, les déclarations martiales d'un Georges W. Bush lançant ces guerres contre l'Afghanistan et l'Irak, au nom de la « guerre contre la terreur » (*War On Terror*) en définissant un « axe du mal » contre lequel les Etats-Unis étaient entrés en guerre après le 11 septembre. Depuis cette date, plus aucun pays ou presque n'a été épargné par ces attaques sanglantes, que cela soit l'Afrique centrale qui est régulièrement victimes des attaques de Boko Haram ; l'Afrique du Nord, dont les jeunes démocraties ou les États en transition issus des révolutions arabes des années 2010 sont régulièrement victimes d'attentats ; en Europe, ces dernières années, Madrid, Londres, Copenhague et à présent Paris ont entre autres été victimes d'attaques ; c'est aussi le cas de la Russie voisine. Enfin il ne faut pas oublier les attentats qui ont eu lieu dans l'Ouest de la Chine, en Asie du Sud Est et également en décembre 2014 en Australie.

Le 13 novembre semble donc avoir été le catalyseur d'une reprise de conscience d'une menace mondiale du terrorisme islamiste. Face à cela, la politique étrangère française et son axe antiterroriste, développés par François Hollande, prennent alors tout leur sens ; avec l'intervention toujours en cours au Mali, que l'on peut associer à la fermeté de la position française face aux négociations internationales récemment menées sur la question du nucléaire civil en Iran.

Pour le président François Hollande, dont le bilan en matière de politique intérieure est très sombre depuis son élection en 2012, la réaction rapide après le 13 novembre est à coup sûr l'opportunité de regagner une importance sur la scène internationale. Après un rebond impressionnant dans les sondages le faisant passer d'une côte de popularité de 22 % début novembre à 50 % début décembre et sa visite surprise à l'équipage du porte-avion Charles de Gaulle, déployé au milieu du dispositif des frappes aériennes contre Daesh, François Hollande semble chercher à se doter d'une stature internationale.

En ce début d'année 2016, les résultats des élections en matière de politique intérieure, associés peut-être à un début de reprise économique et à un éventuel succès de la Conférence internationale sur le Climat, la COP 21, pourraient bien diriger le président français vers la tentation d'une seconde candidature à la présidentielle de 2017. A n'en pas douter, l'année 2016 sera un tournant pour son avenir politique.



François Hollande

La percée du Front national en France : le reflet du succès de l'extrême droite en Europe ?

Les 6 et 13 décembre, les Français étaient attendus aux urnes pour élire les conseillers régionaux et territoriaux. Les résultats du premier tour ont vu l'extrême droite effectuer une percée significative sur l'ensemble du territoire en arrivant en tête dans 6 départements. Le scrutin, vécu comme un véritable « choc », a éveillé chez les Français un élan de citoyenneté, rappelant l'importance du devoir d'aller voter. L'appel aux urnes pour contrer le Front national (FN) a finalement payé : à l'issue du second tour, l'extrême droite n'obtient aucune région en France.



Marine Le Pen

Les événements tragiques qui ont touché le pays il y a trois semaines semblent avoir joué en faveur du parti d'extrême droite de Marine Le Pen. Cette dernière, qui n'a cessé d'entretenir la peur et la suspicion des Français au travers de discours non fédérateurs, est arrivée en tête du premier tour des élections régionales. Héritier des idées nationalistes de la fin du XIX^{ème} siècle, le FN est parvenu à se faire accepter comme « parti démocratique » dans le paysage politique français. Pourtant, si la forme du parti a changé, le fond, lui, reste le même. Les idées du FN s'inscrivent dans la continuité de l'Action française comme l'explique Laurent Joly, historien et auteur de *Naissance de l'Action française* : « L'Action française a été le

laboratoire de l'extrême droite catho-nationaliste qui existe aujourd'hui et telle que l'incarne Marion Maréchal-Le Pen au sein du FN. Plus largement, Maurice Barrès et Charles Maurras, les deux pères intellectuels de l'Action française, ont théorisé un « nationalisme ethnique », selon le mot de l'époque, qui a inspiré toute la mouvance d'extrême droite jusqu'à nos jours et légitimé, dans l'opinion conservatrice, les théories xénophobes et antisémites, ainsi rendues acceptables par la prose raffinée et le prestige littéraire des intéressés ». Il paraît évident que le contexte actuel – les attentats, l'état d'urgence, les séries de perquisitions, etc. – ont pesé sur le scrutin. Mais la percée du FN semble être le résultat d'un processus politique enclenché par Marine Le Pen depuis son arrivée

à la présidence du parti. En effet, Jean-Marie Le Pen, ancien président du parti qu'il a cofondé en 1972, affichait une politique raciste et antisémite décomplexée. Le FN, aujourd'hui aux mains de sa fille, a procédé à une politique de « dédramatisation », rendant le parti moins violent, moins raciste qu'il ne l'était avant. Mais si l'image a changé, il est évident que les idées restent les mêmes. Ainsi, Marine Le Pen a vu juste en écartant son père du parti au mois d'août dernier : l'électorat de droite qui n'assumait pas son vote FN est désormais délivré du spectre de Jean-Marie Le Pen. Voter à l'extrême droite n'est plus un tabou.

Ce phénomène n'est pas une exception française. L'Europe semble progressivement se tourner vers les partis politiques d'extrême droite. Le contexte économique, social et politique européen actuel est propice à la montée des extrêmes. Les partis populistes, comme on les nomme, connaissent un regain de popularité. C'est le cas par exemple de l'Union démocratique du Centre en Suisse, du Parti pour la Liberté aux Pays-Bas, ou du Parti du Progrès en Norvège. Il y a quelques semaines, *The Economist* titrait : « *Playing with Fears* » (Ils jouent avec nos peurs). La Une était accompagnée d'une caricature mettant en scène Donald Trump, Marine Le Pen, et Viktor Orban, le chef d'Etat hongrois. Le journal explique : « Les populistes ont un nouveau grief [...] Pendant des années, des deux côtés de l'Atlantique, ils se sont nourris de la croyance

qu'une élite égoïste ne pouvait pas – ou ne voulait pas – régler les problèmes des gens ordinaires. Maintenant, ils surfent sur la peur que les gouvernements ne puissent pas – ou ne veulent pas – protéger leurs citoyens. »

La crise économique qui frappe l'Europe et le monde entier depuis 2008 a provoqué des comportements protectionnistes de la part des Etats, se traduisant notamment par la fermeture des frontières. Au sein même des pays, on constate un phénomène de repli identitaire. Les individus se renferment de plus en plus sur leur village, leur communauté, leur propre famille. La collectivité est mise de côté. Les attentats, qui ont entraîné la suspicion et la peur de l'autre, conjugués à la crise migratoire en provenance du Moyen-Orient, entretiennent un climat de xénophobie, soutenu par ces partis d'extrême droite.

Face à la montée des extrêmes, une grande partie de la société civile est indignée. En France, lors du premier tour des élections régionales, les résultats du FN ont provoqué un élan de citoyenneté : l'appel aux urnes pour contrer le FN au second tour a été lancé par un grand nombre de Français. Le réveil des consciences a payé, le FN de Marine Le Pen n'obtient finalement aucune région. La tentative de dédramatisation et de démocratisation du FN semble avoir échoué ; pour une très large partie des Français, le FN n'est pas un parti comme les autres.